

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

URPS Médecins Ile de France

A l'assemblée générale de l'association URPS Médecins Ile de France,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association URPS Médecins Ile de France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « 2 - *Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture* » qui décrit l'état d'avancement sur la mise en conformité aux recommandations émises par la Cour des Comptes en 2023.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés assemblée générale de l'association URPS - Médecins Ile-de-France.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.


Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude

peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 09 juin 2025

Scale Expertise

Baptiste Remars, Commissaire Aux Comptes



URPS – Médecins Ile de France

Comptes annuels



Page : 3 / 14

URPS – Médecins Ile de France

Actif		Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	16 987	16 987		
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	16 987	16 987		
	Immobilisations corporelles				
	Terrains	497 450		497 450	497 450
Actif circulant	Constructions	3 755 500	3 084 716	670 783	797 372
	Inst.techniques, mat.out.industriels	506 703	417 408	89 295	118 622
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	4 759 654	3 502 125	1 257 529	1 413 445
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières ⁽²⁾				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres				
	TOTAL				
Total I		4 776 641	3 519 112	1 257 529	1 413 445
Actif circulant	Stocks et en cours				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	86 108		86 108	61 437
	TOTAL	86 108		86 108	61 437
	Divers				
	Valeurs mobilières de placement	50 610		50 610	50 610
	Instruments de trésorerie	4 000 000		4 000 000	6 350 000
	Disponibilités	3 691 755		3 691 755	1 724 221
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	76 616		76 616	30 461
Total II		7 905 091		7 905 091	8 216 731
Frais d'émission des emprunts III					
Primes de remboursement des emprunts IV					
Ecart de conversion Actif V					
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		12 681 732	3 519 112	9 162 620	9 630 177
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	6 569 495	6 926 123
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-327 101	-356 628
	Situation nette (sous-total)	6 242 393	6 569 495
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total I		6 242 393	6 569 495
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	2 197 969	2 319 588
Total II		2 197 969	2 319 588
Provisions	Provisions pour risques	171 239	27 639
	Provisions pour charges		
Total III		171 239	27 639
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	143 871	287 221
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	374 729	385 414
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	32 416	36 018
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		4 800
Total IV		551 017	713 454
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		9 162 620	9 630 177
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	29 943	37 438
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	3 971 410	3 903 453
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	87 143	69 744
	Utilisations des fonds dédiés	190 331	250 913
	Autres produits	945	369
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	4 279 774	4 261 920
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	2 411 591	2 496 825
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	163 885	168 293
	Salaires et traitements	1 096 728	1 052 071
	Charges sociales	653 934	616 390
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	196 242	183 627
	Dotations aux provisions		
	Reports en fonds dédiés	97 798	273 724
	Autres charges	12 831	11 718
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	4 633 011	4 802 650
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-353 236	-540 729

URPS – Médecins Ile de France

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	217 098	109 750
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change			
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 567	1 011
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		218 665	110 761
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV			
2. Résultat financier (III-IV)		218 665	110 761
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-134 570	-429 968
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	17 400	123 927
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	17 400	123 927
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		2 500
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	161 000	26 006
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	161 000	28 506
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		-143 600	95 420
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		48 931	22 080
Total des produits (I + III + V)		4 515 840	4 496 608
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		4 842 942	4 853 236
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-327 101	-356 628
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

URPS - Médecins Ile de France

**Annexe aux comptes annuels de l'exercice
clos le 31/12/2024**

Table des matières

1	Objet social	3
2	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	4
3	Principes et méthodes comptables	5
4	Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat	6
4.1	Actif immobilisé	6
4.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	7
4.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	8
4.1.3	Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture	8
4.1.4	Modalités d'amortissements	9
4.2	Actif circulant	9
4.3	Fonds associatifs	9
4.3.1	Fonds propres (hors report à nouveau et résultat de l'exercice)	9
4.4	Provisions, fonds dédiés, autres passifs	10
4.4.1	Provisions	10
4.4.2	Fonds dédiés	10
4.5	État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	12
4.6	Subvention	13
4.7	Informations relatives à l'effectif	14
5	Informations relatives aux opérations et engagements envers les dirigeants	15
5.1	Informations relatives aux dirigeants	15
6	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	16
6.1	Engagements financiers donnés et reçus	16

1 **Objet social**

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

Contribuer à l'organisation et à l'évolution de l'offre de santé au niveau régional, notamment à la préparation du projet régional de santé et à sa mise en œuvre. Elle peut conclure des contrats avec l'agence régionale de santé et assurer des missions particulières impliquant les professionnels de santé libéraux dans les domaines de compétence de l'agence.

Elle assume les missions qui leur sont confiées par les conventions nationales prévu au titre VI du livre Ier du code de la sécurité sociale. Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

Contrôle de la Cour des Comptes

Les URPS ont fait l'objet d'un contrôle de la Cour des Comptes qui a rendu son rapport fin 2023 (Rapport du 27 septembre 2023).

L'URPS Médecins Ile de France continue d'analyser les conclusions du rapport et étudie les besoins de mise en conformité de ses pratiques avec les recommandations émises.

Concernant l'allocation en fonds dédiés d'une quote-part de 5% du budget général aux Groupes, la Cour des Comptes demande de « Mettre fin sans délai au financement des groupes syndicaux, affecter les reliquats budgétaires au budget général des URPS et récupérer les sommes indûment versées si leur objet était étranger à celui des URPS. ». L'Assemblée Générale a rejeté une proposition de modification du règlement intérieur de l'URPS le 10 décembre 2024 et a constaté une dotation au fonds dédié selon les modalités historiques. L'association travaille actuellement sur une modification de l'allocation en fonds dédiés et s'assure que l'ensemble des dépenses entre dans l'objet de l'URPS.

Cession de l'immeuble sis rue Cabanis (Paris)

L'immeuble rue Cabanis a été cédé le 31 janvier 2025 pour 8 millions d'euros.

3 Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

L'établissement des comptes annuels est fondé sur les principes comptables généraux suivants :

- Continuité d'exploitation : l'association établit ses comptes dans l'hypothèse de la poursuite de son activité.
- Séparation des exercices : les charges et produits sont rattachés à l'exercice au cours duquel ils concernent, indépendamment de leur date de paiement ou d'encaissement.
- Coût historique : les éléments d'actif sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ou de production.
- Permanence des méthodes : les méthodes comptables appliquées sont constantes d'un exercice à l'autre.

L'association est fiscalisée sur les revenus générés par le placement de sa trésorerie (intérêts, dividendes, plus-values éventuelles), conformément aux dispositions de l'article 206, 5 du Code général des impôts (CGI). Ces revenus sont soumis à l'impôt sur les sociétés dans les conditions prévues par la législation fiscale applicable aux organismes à but non lucratif.

A noter :

L'URPS comptabilisait, pour les immobilisations non décomposables (petit matériel, informatique) un amortissement dérogatoire l'année d'acquisition à 100%.

L'amortissement dérogatoire était ensuite repris en parallèle du plan d'amortissement « classique » sur la durée d'usage du bien. Cette pratique est décrite dans les annexes, mais aucun texte ne prévoit cette méthode comptable.

Cette méthode a été abandonnée en 2023 au profit d'un amortissement linéaire des immobilisations concernées.

L'URPS comptabilisait chaque exercice une reprise et une dotation de la totalité des fonds dédiés.

Cette méthode de comptabilisation a été modifiée en 2023. L'URPS se conforme désormais au règlement de l'ANC 2018-06 en son article 132-3 en reprenant « au fur et à mesure de la réalisation du projet défini par le crédit du compte fonds dédiés les montants consommés ».

4 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

4.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 4.1.4.

4.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	16 987	-	-	-	16 987
Immobilisations corporelles	Terrains	497 450	-	-	-	497 450
	Constructions	3 755 501	-	-	-	3 755 501
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	4 349	670	-	-	5 019
	Matériel de transport	-	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	462 029	39 656	-	-	501 685
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
Total III		4 719 328	40 326	-	-	4 759 654
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	-	-	-	-	-
Total IV		-	-	-	-	-
Total général		4 736 316	40 326	-	-	4 776 641

4.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	16 987	-	-	16 987
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	2 958 128	126 589	-	3 084 717
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	1 255	886	-	2 141
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	346 500	68 767	-	415 267
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
Total III		3 305 883	196 242	-	3 502 125
Total général		3 322 870	196 242	-	3 519 112

4.1.3 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	16 987	-	-	-	-	16 987
Corporelles	3 305 883	196 242	-	-	-	3 502 125
TOTAL	3 322 870	196 242	-	-	3 519 112	3 519 112

4.1.4 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement		Postes du résultat avec dotation		
	Mode	Durée	Exploitation	V	Exceptionnel
Logiciels et progiciels	L	1	X		
Structure/Gros œuvre/Plomberie	L	25	X		
Aménagement des locaux	L	5 à 15	X		
Matériel de bureau	L	5	X		
Mobilier de bureau	L	5 à 10	X		

4.2 Actif circulant

L'exigibilité des créances est inférieure à un an.

4.3 Fonds associatifs

4.3.1 Fonds propres (hors report à nouveau et résultat de l'exercice)

L'apport sans droit de reprise implique la mise à disposition définitive d'un bien. Pour être inscrit en fonds associatifs, cet apport doit correspondre à un bien durable utilisé pour les besoins de l'association. Dans le cas contraire, il est inscrit en résultat.

Libellés	Solde début	Augmentation	Diminution	Solde fin
Fonds associatifs sans droit de reprise				
Écarts de réévaluation				
Réserves / Report à nouveau	6 926 123		356 928	6 569 495

4.4 Provisions, fonds dédiés, autres passifs

4.4.1 Provisions

Nature des réserves et provisions	Montant début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Montant fin (D)
Provisions réglementées				
Provisions pour risques (litige client)	0 K€	135 K€	0 K€	135 K€
Provisions pour charges	28 K€	26 K€	17 K€	36 K€
TOTAL	28 K€	161 K€	17 K€	171 K€

4.4.1.1 Provisions pour risques et charges

Nature des réserves et provisions	Montant début	Augmentations	Diminutions	Montant fin
Provisions pour risque (différend client)	0 K€	135 K€	0 K€	135 K€
Provisions pour charges (impôt local)	17 K€	17 K€	17 K€	17 K€
Provisions pour charges (précarité CDD)	10 K€	9 K€	0 K€	19 K€
TOTAL	28 K€	161 K€	17 K€	171 K€

4.4.2 Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits au compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs ».

4.4.2.1 Subventions de fonctionnement affectées

Lorsqu'une subvention de fonctionnement inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'organisme envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « engagements à réaliser sur ressources affectées » (sous-

compte « engagements à réaliser sur subventions attribuées ») et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés ».

Situations Ressources	Montant total des fonds alloués	Fonds à engager au début de l'exercice (19)	Utilisation en cours d'exercice (7894)	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées (6894)	Fonds restant à engager en fin d'exercice (19)
Subvention (Groupes)	179 569	2 047 862	120 221	67 218	1 994 859
Subvention ARS et villes (CPOM)	380 000	271 726	70 110	30 580	203 110
TOTAL	559 569	2 319 588	190 331	97 798	2 197 969

Conformément aux dispositions du Plan Comptable Général (Règlement ANC 2018-06), lorsque les fonds dédiés sont utilisés pour financer l'acquisition ou la production d'immobilisations amortissables, l'association a choisi de rapporter immédiatement en produits le montant des acquisitions ou des coûts de production.

4.5 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L' ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
DE L' ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	-		
	Autres	86 109	86 109	
Charges constatées d'avance		76 616	76 616	
TOTAL		86 109	86 109	
Prêts Accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-			
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		-			
Fournisseurs et comptes rattachés		143 872	143 872		
Dettes fiscales et sociales		374 730	374 730		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-			
Autres dettes		32 417	32 417		
Produits constatés d'avance		-			
TOTAL		551 019	551 019		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physique à la clôture					

4.6 Subvention

La Contribution aux Unions Régionale des Professionnels de Santé, versée par l'ACOSS et constituant le principal produit d'exploitation de l'association, est reconnue l'année de son versement.

Le produit comptabilisé sur l'exercice N correspond aux contributions collectées du 1er juin N-1 au 31 mai N.

4.7 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	14	
Agents de maîtrise et Techniciens		
Employés	4	
Ouvriers		
TOTAL	18	

